

Sarko ? Un an, c'est déjà trop

dimanche 4 mai 2008, par [BESANCENOT Olivier](#), [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2008).

En mai 2007, Nicolas Sarkozy était élu président de la République à l'issue d'une campagne peu avare en promesses démagogiques et en clins d'œil appuyés en direction de l'extrême droite raciste et sécuritaire. En fait de « rupture », c'est surtout une formidable machine à remonter le temps des acquis sociaux et démocratiques qui s'est mise en branle.

Alors que les profits atteignent des niveaux records, nos salaires sont bloqués et le gouvernement présente les heures supplémentaires – dont les patrons sont seuls maîtres – comme le seul moyen d'espérer atteindre un revenu décent. On nous propose même de « racheter » nos congés et nos RTT : c'est vraiment travailler plus pour gagner pas grand-chose ! Après celles des cheminots et des électriciens, c'est désormais l'ensemble des retraites qui sont menacées avec le projet gouvernemental de passage à 41 annuités. Bien sûr, il ne s'agit pas de nous faire réellement travailler jusqu'à 65, 66 ou 68 ans, mais surtout de verser les retraites les plus faibles possibles, du fait des mécanismes de « décotes ». Même le droit du travail – qui remonte au XIX^e siècle – est attaqué avec l'instauration de l'interruption du contrat de travail... sans licenciement !

Simultanément, par l'intermédiaire du « paquet fiscal », le gouvernement a multiplié les cadeaux aux entreprises et aux contribuables les plus fortunés : exonérations de cotisations sociales, bouclier fiscal, suppression des droits de succession, etc. Autant de dispositifs qui assèchent les finances de l'État et de la protection sociale : il ne reste plus, ensuite, qu'à constater que « les caisses sont vides » ! Le président, le Premier ministre et tous les ministres à leur suite peuvent alors prendre prétexte de cette situation – qu'ils ont eux-mêmes créée ! – pour justifier de nouvelles coupes claires dans les budgets sociaux : fermetures des services publics et des hôpitaux de proximité, suppression d'emplois dans l'Éducation nationale. Mais, curieusement, aucun problème pour financer l'envoi de troupes françaises supplémentaires en Afghanistan !

Dans le même temps où le pouvoir s'attaque à « l'État social », il renforce l'État pénal ! Les lois de plus en plus répressives et sécuritaires se succèdent à un rythme d'enfer, les dispositions les plus scandaleuses étant l'incarcération des mineurs – avec, en ligne de mire, l'offensive contre les ordonnances de 1945 sur la protection de la jeunesse – et la chasse aux immigrés. Les quotas d'expulsions et le climat de rafles ont atteint un tel degré qu'ils débouchent sur des drames humains et la mort de plusieurs sans-papiers préférant risquer leur vie plutôt que de se soumettre à un contrôle policier, antichambre de l'expulsion.

Mais, depuis quelques mois, la situation est en train de changer : la chute de popularité de Sarkozy, enregistrée par les sondages, vient confirmer le décrochage de l'opinion, un temps tétanisée par l'élection. La gamelle électorale de l'UMP lors des dernières élections municipales montre bien que la société française est loin d'être gagnée au libéralisme. Au contraire, des secteurs de plus en plus significatifs s'avèrent disponibles pour la lutte et la résistance : cheminots pour leurs retraites, salariés du public et du privé pour leurs salaires, lycéens et enseignants pour l'Éducation nationale, etc.

Autant dire que le moment est venu d'un vaste mouvement d'ensemble contre le gouvernement et sa politique. Dans ces circonstances, on attendrait de la gauche qu'elle soit au premier rang des mobilisations. Et s'il n'en n'est rien, c'est parce que la principale formation d'opposition – le Parti

socialiste – ne critique les attaques gouvernementales que « sur la forme » tant il les approuve, en fait, sur le fond. Dans sa nouvelle « déclaration de principes », le PS a supprimé toute référence aux « espérances révolutionnaires » ; comment s'en étonner de la part d'un parti qui s'honore de compter dans ses rangs le dirigeant de l'Organisation mondiale du commerce et celui du Fonds monétaire international, deux organisations mercenaires de la mondialisation capitaliste.

Ce président et son gouvernement ne sont forts que des faiblesses et des renoncements de la gauche institutionnelle ! Les luttes sociales qui se produisent déjà – et qui ne manqueront pas de s'amplifier dans les mois à venir... – ont besoin d'un correspondant politique, d'une gauche qui, elle, ne lâche rien. C'est cette conviction qui nous a poussés, à la LCR, à lancer un appel à la création d'un nouveau parti anticapitaliste, qui défende des solutions alternatives radicales, en toute indépendance vis-à-vis des sociaux-libéraux qui ont renoncé à changer de société. Les premières expériences de constitution de collectifs d'initiative pour un nouveau parti sont, d'ores et déjà, encourageantes. Le 1^{er} Mai, fête internationale des travailleurs, sera une première échéance pour relever, toutes et tous ensemble, ce défi.

Olivier Besancenot

Rebondir en mai

En ce début mai, la question est posée face à la multitude de luttes sociales : vont-elles faire front commun et devenir une force réelle contre le pouvoir sarkozyen ? Est-ce que l'utilisation massive du bulletin de vote aux municipales, exprimant un désaveu politique, va se muer en action de rue et en grève de masse ? Coca-Cola, La Redoute, Virgin, Monoprix... des luttes salariales éclatent chaque jour, et parfois décrochent des résultats.

Des centaines et, potentiellement, des dizaines de milliers de sans-papiers défient ouvertement l'ordre d'Hortefeux. Des dizaines de milliers de lycéens font leur la défense du service public d'éducation, s'opposent aux suppressions de postes, accélèrent les décisions syndicales de convergence de grève, dans les écoles et les lycées. Des collectifs de lutte, mêlant syndicats, associations, partis, se construisent ou se développent contre la destruction du Livret A livré aux marchés bancaires, contre le licenciement à l'amiable et la précarité accrue du contrat de travail, contre les annonces répétées menaçant l'accès aux soins (franchises médicales, optique livrée aux assurances, etc.). Une pétition nationale est lancée contre la destruction méthodique du service public et de la fonction publique.

Le 15 mai, jour des appels unitaires dans toute l'Éducation nationale, cinq syndicats (CGT, FSU, Solidaires, Unsa, CFTC) appellent à la grève contre un véritable « plan social » annoncé dans la fonction publique. Les cheminots pourraient être de la partie. Au même moment, le ministre du travail, Xavier Bertrand, expose son nouveau plan contre les retraites solidaires, provoquant un appel unitaire à la mobilisation pour le 22 mai. Cela suffit !

La question d'un mouvement d'ensemble coordonné est posée. Il peut commencer, le 15 mai, pour tous les services publics, et s'étendre aussitôt dans une grande journée interprofessionnelle pour les retraites et les salaires. Mais le pouvoir sarkozyen affaibli doit être contesté au cœur même de son projet réactionnaire. Cela implique de renouer avec un ensemble d'exigences dont la cohérence dessine une rupture politique claire avec l'année écoulée depuis le 6 mai 2007. C'est cette radicalité

alternative qu'il faut enraciner dans les débats syndicaux, associatifs, et dans un renouveau politique anticapitaliste à gauche.

Dominique Mezzi (Editorial)

Besancenot (LCR) : « 41 ans de cotisations, ça ne passe toujours pas ».

PARIS, 4 mai 2008 (AFP) - Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR, a affirmé dimanche que l'allongement à 41 ans des cotisations pour la retraite « ne passe toujours pas ». « Ca ne passe toujours pas. J'ai l'impression que ce n'est pas très populaire. Il y a pas mal de personnes qui sont en train de comprendre que si cette réforme passe, on sera amenés à travailler jusqu'à 67 ans pour la génération qui débarque aujourd'hui sur le marché de l'emploi », a déclaré M. Besancenot sur Canal+. « Ma génération, comme les générations qui arrivent maintenant, pourront partir encore vers l'âge de 60 ans, mais avec une retraite de misère.(...) On sera obligés de faire appel aux fameux fonds de pension que des assureurs cherchent à imposer depuis des années », a-t-il ajouté. Il a souhaité un mois de mai « utile à la convergence des luttes ». « Sur la question des salaires, des retraites et des sans-papiers il y a un climat global. Reste à essayer de faire converger tout cela », a poursuivi M. Besancenot qui a réaffirmé souhaiter une « régularisation massive des sans-papiers », « surtout pas au cas par cas ». Interrogé à propos du « nouveau parti rassemblant la gauche de la gauche » qui doit remplacer la LCR et être fondé en décembre, Olivier Besancenot a déclaré : « On a essayé de rassembler par la base, pas par le haut. Il y a surtout des militants qui sont sans organisation politique, qui ont un engagement syndical ou associatif et qui se sentent orphelins d'un parti qui les représenterait ». jmg/so/na

Olivier Besancenot : « une majorité de la population s'appauvrit » depuis l'élection de Nicolas Sarkozy.

Info AP | 04.05.2008 | 13:55.

Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, la majorité de la population « s'appauvrit » tandis que les « riches sont de plus en plus riches », a dénoncé dimanche le porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) Olivier Besancenot.

« La réalité depuis que Nicolas Sarkozy est élu, les riches sont de plus en plus riches (...) et il y a une majorité de la population qui s'appauvrit », a-t-il déclaré sur Canal+.

« Il y a un transfert de revenus qui s'opère, qui va directement de la poche de la majorité de la population à 6%-7% de la population, sous forme d'exonération de cotisations sociales, de subventions publiques et de cadeaux fiscaux », a dénoncé le candidat à la dernière présidentielle.

Olivier Besancenot a par ailleurs confirmé que les collectifs réunis en vue de fonder un grand parti d'extrême gauche se rassembleront en juin pour poser les bases de ce mouvement. Le parti, qui n'a pas encore de nom, devrait voir le jour en décembre. AP

Besancenot va chez Drucker « plaider des causes » devant des « millions » de téléspectateurs.

PARIS, 1 mai 2008 (AFP) - Olivier Besancenot a défendu jeudi sa participation à l'émission « Vivement dimanche » de Michel Drucker, expliquant vouloir « plaider des causes » en profitant d'une « tribune permettant de s'adresser à des millions de personnes ». Christian Picquet, chef de file de la tendance minoritaire de la LCR, avait dénoncé la participation annoncée d'Olivier Besancenot à l'émission « Vivement dimanche » du 11 mai, estimant que « ce type d'émission ne contribue pas à la différence d'idées, mais au contraire dépolitise l'espace public ». « Je n'y vais pas en traînant les pieds. C'est l'occasion de plaider des causes au-delà du nouveau parti (anticapitaliste) » qui doit remplacer en fin d'année la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), a déclaré M. Besancenot sur RMC-BFM. Il a estimé que ce genre d'émission constituait « autant de tribunes qui nous permettent de (nous) adresser à des millions de personnes ». « Je ne me suis pas engagé en politique avec l'espoir un jour que je passe à la télé pour parler de moi. Mais si j'ai accepté d'être porte-parole d'une organisation, d'assumer une représentation médiatique, (...) c'est pour aller y défendre des causes », a ajouté M. Besancenot. « Qu'on se fasse un avis en regardant l'émission. Et puis s'il y a une gauche modèle que ça gonfle à tout prix, y'a même une solution vachement plus simple, c'est d'éteindre son téléviseur », a-t-il lancé. L'ex-candidat de la LCR à la présidentielle s'est engagé à ce que « de nouvelles figures apparaissent » pour représenter le futur « parti anticapitaliste » qui doit remplacer la LCR en décembre. « Il y aura plusieurs porte-parole, ce ne sera pas le parti d'Olivier Besancenot, on veut donner la parole à ceux qui ne l'ont pas habituellement, » a-t-il dit. Concernant la disparition annoncée de la LCR, il a estimé que le parti trotskiste n'était « plus l'outil politique le plus adapté à la situation actuelle », assurant que « beaucoup de gens étaient dans la résistance (au gouvernement) mais se sentaient orphelins d'une structure de réplique globale ». so/def

Besancenot : le 1^{er} mai « débute bien » et augure « un joli mois de mai 2008 »

PARIS, 30 avr 2008 (AFP) - Olivier Besancenot a estimé mercredi que les mobilisations du 1^{er} mai « débutent bien » et augurent « un joli mois de mai 2008 », affirmant que dans « le bras de fer » avec le gouvernement, « l'enjeu majeur est de bloquer la réforme des retraites ». « Le 1^{er} mai débute bien, cela va être le début d'une mobilisation sociale prolongée sur la question des retraites et du pouvoir d'achat. Il y a un contexte global de révolte aujourd'hui », a affirmé le porte-parole de la LCR sur France Info. Selon lui, « l'enjeu majeur —puisque'il y a un bras de fer en ce mois de mai—, c'est de bloquer la réforme des retraites », qui prévoit un allongement des cotisations à 41 ans. « Il y a la possibilité d'avoir un joli mois de mai 2008, qui sera peut être le meilleur moyen de célébrer les 40 ans de mai 68 », a-t-il dit, en prévenant les syndicats et la gauche : « quand on y va ensemble on est efficace, quand on y va séparément en général ça foire ! ». Pour le leader de l'extrême gauche, du fait de « la crise financière », Nicolas « Sarkozy n'a plus les moyens de sa propre politique ». « Le gouvernement Sarkozy peut se trouver pris en tenaille entre d'un côté la contestation de la rue et de l'autre les difficultés économiques et sociales. Ca peut être la clé pour des mobilisations sociales victorieuses », selon lui. em/so/df

Un Premier Mai de lutte !

Communiqué de la LCR

En fait de « rupture », depuis un an, sous la présidence de Sarkozy, en matière d'acquis sociaux, c'est une véritable machine à remonter le temps qui s'est mise en marche, à la grande satisfaction du MEDEF. Mais la société française n'a pas été gagnée au libéralisme. Les derniers mois ont mis en évidence que le monde du travail et la jeunesse conservent d'importantes capacités de résistance. C'est pourquoi la LCR appelle à faire des manifestations du 1^{er} Mai, dans toutes les villes, un grand moment de mobilisation populaire et unitaire contre le gouvernement et le patronat, pour la défense des retraites, l'augmentation des salaires, la défense des services publics et la régularisation de tous les sans papiers. Elle y participera avec tous ceux et toutes celles qui veulent construire une gauche qui ne lâche rien, un nouveau parti anticapitaliste. Olivier Besancenot participera au cortège unitaire à Paris.

Montreuil, le 30 avril 2008

P.-S.

* Paru dans Rouge Rouge n° 2250, 01/05/2008. (Premier plan)